

ADMINISTRATION :
Imprimerie F. RUEDI
 Lausanne
 3, Jumelles — Tél. 12-44

ABONNEMENTS :
 Suisse, 3 fr. par an ; autres
 pays, 5 fr. par an.

La Voix de l'Humanité

Organe de la « Ligue pour la défense de l'Humanité
 et pour l'organisation de son progrès »

Les membres de la Ligue pour la défense de l'Humanité fixent de leur propre gré le montant de leur cotisation.

Compte de chèques postaux : III. 496.

Envoi gratuit des statuts de la ligue et de numéros spécimens de tous ses organes. S'adresser au secrétariat, Lausanne, 3 Jumelles.

Comité suisse de la Ligue : D^r Auguste FOREL ; Albert LOCHER, G. MÜLLER, conseillers nationaux ; A. SUTER, président du Conseil communal de Lausanne ; D^r TSCHUMI, D^r MOSER, conseillers d'Etat, Berne ; D^r R. BRODA ; Baron F. de WRANGEL, Ascona ; A. SESSLER (Berne), D^r A. HUBER (Bâle), anciens présidents de tribunaux ; D^r A. de QUERVAIN, professeur à l'Université de Zurich ; F. RUEDI, ancien député du Grand Conseil vaudois, Lausanne ; E. RAPIN, pasteur, président honoraire de la Société vaudoise de la paix ; E. PEYTRÉQUIN, président du conseil d'administration du journal « La Libre Pensée internationale » ; H. HODLER, directeur du journal « Esperanto », Genève, etc.

Comité de patronage international : A. NAQUET, anc. sénateur, Paris ; Jean LONGUET, député de la Seine ; Gustave HUBBARD, ancien député de Seine-et-Oise ; Ramsay MACDONALD, de la Chambre des Communes ; Lino FERRIARI, procureur-général honoraire, Côme ; W. FÖRSTER, président du Bureau international des poids et mesures ; Dr. N. af URSIN, ancien vice-président de la Diète finlandaise ; D^r de Magalhães LIMA, ancien ministre de l'Instruction publique, Lisbonne, etc.
 Président de la Ligue : D^r R. BRODA, directeur des « Documents du Progrès ».
 Prière d'envoyer à M. Fr. Ruedi, membre du Comité suisse, Lausanne, Jumelles 3, tout ce qui concerne la rédaction de la « Voix de l'Humanité ».

Nos appels à la conscience de chaque nation se publiant en sa langue, nous prions nos lecteurs de consulter les autres organes de notre Ligue pour se rendre compte de son but impartial.

Le nationalisme comme principe constructif et destructif

par le Baron F. de WRANGEL,

ancien directeur du lycée Alexandre (Collège des sciences politiques), Petrograd, actuellement Ascona.

Le nationalisme comme principe politique est de récente date. Il naquit lors des conspirations italiennes pour la libération du pays natal au temps de la domination autrichienne, et lors des déclamations d'idéalistes germaniques, persécutés d'ailleurs par la police de leurs différents pays, rêvant d'un Vaterland aux contours indéfinis.

Il prit des formes précises d'une politique avisée, ne perdant de vue ni le but suprême ni les moyens pratiques pour y arriver, une politique dont les représentants les plus marquants furent Cavour et Bismarck.

La guerre actuelle va mettre fin à cette ère nationaliste. Les liens qui rattachent l'individu à ses contemporains sont multiples et divers. Il a des concitoyens, sujets au même régime politique d'un Etat aux limites définies ; il a des coreligionnaires ou — s'il est libre penseur — des confrères en athéisme ou panthéisme ; il a ses collègues dans l'emploi ou dans le métier qu'il fait ; s'il s'occupe de politique, qu'il soit conservateur ou radical, il trouve dans tous les pays des adhérents ou des adversaires de ses principes. Enfin, il appartient à une nationalité quelconque — il est de nationalité anglaise, française, italienne, allemande, russe, etc. Ces relations sont plus ou moins précises, dépendent plus ou moins de la volonté individuelle. On ne peut avoir aucun doute sur l'Etat dont l'individu est le citoyen. C'est une question de droit public et qui n'admet pas d'équivoque. L'Eglise qu'il fréquente, la foi qu'il professe sont, dans les pays civilisés, de son libre choix. Il peut les changer de son propre gré. Son métier et sa vocation dépendent de l'éducation qu'il a reçue, de ses inclinaisons et dispositions personnelles, mais, en principe, il en a le choix. Mais sa nationalité est l'héritage de ses aïeux.

Ces liens si divers rattachent l'individu à une partie de ses contemporains, le séparent de l'autre, et ce n'est que par exception que ces différentes attributions coïncident chez des gens se voyant journellement, se heurtant dans la même foule. Jadis, l'uniformité fut plus grande, l'humanité était plus sédentaire et plus stable ; mais à l'époque actuelle, avec ses moyens de locomotion perfectionnés et mis à la portée de tout le monde, avec l'échange des idées et des notions reliant toute la terre habitée par un réseau de fils télégraphiques et téléphoniques, les contrées civilisées, surtout les grandes villes qui leur donnent l'impression caractéristique, sont de vraies tours de Babel pour la diversité des opinions, des intérêts et même des langues.

Pendant chaque époque historique, l'un de ces liens qui constituent la société humaine dans son ensemble prime les autres, a une influence prépondérante, et, en cas de conflit, les hommes se rangent autour du drapeau portant comme enseigne ce principe dominant de l'époque. Au seizième siècle, ce furent les différences confessionnelles qui furent d'importance plus grande que ce ne furent les différences de nationalités ou de conviction politique.

Les catholiques de nationalités différentes se sentaient solidaires sur ce point essentiel, se sou-

tinrent mutuellement en luttant contre des protestants ou en les persécutant d'accord. Les protestants faisaient de même. L'Europe se divisa suivant les confessions.

Pendant l'ère de la Grande Révolution, les légitimistes de toutes les nations et de toutes les confessions se soutinrent mutuellement, comme le firent les radicaux. C'était le principe dominant de l'époque.

A la veille de la guerre actuelle, on aurait cru que ce serait la question sociale qui rangerait tous les prolétaires et leurs partisans d'un côté et les bourgeois de l'autre ; mais dès que la guerre éclata, on s'aperçut que le patriotisme national effaça toutes les autres différences : les socialistes de tous les pays se battent aussi vaillamment que leurs concitoyens bourgeois et les représentants socialistes des différents parlements votèrent, à peu d'exceptions près, les crédits militaires — au moins au début de la guerre. Ce fut une surprise pour les gens qui prennent à la lettre tous les discours et articles destinés pour une action de tactique électorale et n'évaluent pas à sa juste valeur l'action suggestive du milieu ambiant.

Il y a quelques pays où presque toute la population parle la même langue, appartient à la même Eglise. Dans ces pays la nationalité coïncide avec la nation, il n'y a pas de divergence entre ces deux principes. Mais ce n'est pas le cas dans les Etats à population mixte : la Confédération suisse en présente un exemple marquant et instructif. Presque toutes les grandes puissances contiennent des populations qui diffèrent, en religion et en nationalité, de la majorité de la nation. Dans les Etats possédant des colonies, la nation dominante peut être même en minorité, comme c'est le cas pour la Grande-Bretagne.

Jadis c'étaient les chefs des Etats qui faisaient la guerre sans se soucier des sentiments de leurs sujets. Telles furent encore les guerres de l'ère napoléonienne, mais depuis ce n'est plus possible de mener une guerre sans le soutien moral du peuple dans sa totalité et c'est pour cette raison que les gouvernants, ceux qui font la grande politique, forment les alliances, mêlent les cartes et prennent les décisions définitives, sont obligés de donner à leurs actions, quels qu'en soient les motifs réels, des buts et des motifs d'ordre idéal. Ils savent bien que ce ne sont ni le nombre des combattants, ni la portée des canons qui décident, actuellement comme par le passé, des victoires et que l'enthousiasme guerrier d'un peuple moderne ne peut être embrasé que par l'illusion, plus ou moins fondée, qu'on se bat pour la bonne cause.

Toute l'organisation actuelle politique et même militaire des Etats civilisés est trop démocratique pour se pouvoir passer du soutien conscient de la majorité des citoyens, même dans les Etats aux institutions et aux mœurs monarchiques. La conscription obligatoire appelant toute la population mâle aux armes est une institution essentiellement démocratique. C'est pour cette raison que les gouvernements sont obligés de guerroyer, non seulement aux champs de bataille qui s'étendent d'un bout du monde à l'autre et où le sang de l'élite mâle des nations civilisées est versé en torrents, mais aussi sur les feuilles des journaux et des publications officielles portant toutes les couleurs de l'arc-en-ciel.

La tâche quelquefois ardue de trouver une raison idéale pour une guerre exigeant des sacri-

fices sans exemple, se simplifie dans les pays de nationalité unique. Pour un Français, un Italien, un Espagnol ou un citoyen des Pays scandinaves, il ne peut y avoir de doute de quel côté seront ses vœux pour la victoire une fois le pays natal engagé dans une guerre. Toutes les animosités de partis, toutes les divergences d'intérêts cessent devant le désir suprême et unique : que la patrie sorte victorieuse de l'épreuve.

La question se présente d'une manière bien différente dans les pays à population mixte. Pour un Slave de l'Autriche-Hongrie, pour un Polonais ou pour un Danois de la Prusse, il y a deux motifs qui ne coïncident pas. Il y a certainement l'obligation civique, soutenue par le serment de loyauté exigé de tous les citoyens appelés aux armes, qui ne laisse pas de doute sur les actes qu'on est forcé de faire et sur les actions qu'on ne peut commettre sans s'attirer des conséquences désastreuses. On peut bien ordonner ou défendre des actes, mais non des sentiments. Et voilà pourquoi nous assistons à ce spectacle curieux de voir la même guerre présentée sous des aspects bien différents, même de la part des alliés.

L'Autriche-Hongrie a déchaîné la guerre sous prétexte de punir un crime régicide et pour mettre fin aux conspirations ourdies pour réaliser les aspirations du nationalisme slave.

La Russie a déclaré cette guerre être la lutte suprême entre les races slaves et germaniques.

La France fut engloutie dans cette guerre par son alliance avec la Russie, alliance nouée dans l'espoir de regagner ce qu'elle avait perdu lors de sa dernière guerre, son ascendant politique et deux belles provinces dont l'une n'était certainement pas de nationalité française mais rattachée à la France par des liens historiques et une sympathie à toute épreuve. Publiquement, cette alliance fut déclarée n'être qu'une garantie contre une attaque qu'on n'avait pas à redouter ; mais il fallait bien donner à cette politique un motif pacifique pour ne pas effaroucher la majorité du peuple français, ne désirant qu'une paix honorable et ne se souciant guère d'aventures ambitieuses.

La Grande-Bretagne ne put ouvertement déclarer sa participation à cette guerre par le désir d'affaiblir sa rivale en commerce et en industrie. Ce fut la neutralité de la Belgique qu'on protégea et le militarisme prussien qu'on combattit.

L'Allemagne enfin déclara la guerre à la Russie puisqu'elle était l'alliée de l'Autriche-Hongrie, se trouvant dans l'alternative de lier son sort ou à la Russie, ou à son ancienne rivale — l'empire des Habsbourg. La politique traditionnelle des Hohenzollern, ainsi que les testaments politiques des deux principaux fondateurs de l'empire germanique, de Bismarck et de Guillaume I^{er}, exigeaient le maintien de bonnes relations avec le voisin, formidable comme adversaire, présentant comme ami tous les avantages d'un pays à l'industrie arriérée et aux besoins rapidement croissants d'un peuple jeune et plein de ressources.

L'antagonisme entre la Russie et l'Autriche-Hongrie avait sa source idéale dans les théories panslavistes et sa cause réelle dans la rivalité politique sur les Balkans. Pour l'Autriche-Hongrie, la prépondérance sur les petits Etats slaves était d'importance vitale, puisque cela touchait aux bases même de ce conglomerat de nationalités di-

verses, rattachées uniquement par un lien dynastique. Outre cela, les Balkans forment le pont unissant les pays du centre européen avec le proche Orient et le libre accès à la Méditerranée n'est possible qu'à condition d'une domination politique dans le littoral habité par des Italiens et des Slaves.

Pour l'Allemagne, la tâche de rester en bonnes relations avec ses deux voisins, pour n'avoir rien à craindre de la rancune de la troisième, fut au-dessus de l'habileté de sa diplomatie.

Elle ne put y réussir qu'autant que les forces expansives de la Russie ne furent engagées du côté de l'Asie centrale et de l'Extrême-Orient. C'est pour cette raison que l'Allemagne a toujours soutenu ces aspirations russes, tandis que la Grande-Bretagne les contrecarra partout.

Après la défaite de la guerre japonaise, la Russie trouva l'Angleterre toute prête à la soutenir dans le proche Orient, et l'entente entre les trois puissances en fut la conséquence. Dès lors la situation de l'Allemagne devint critique et il aurait fallu beaucoup de tact et de savoir-faire pour n'y pas échouer.

Cela avait réussi à l'occasion de l'annexion des provinces serbes de l'empire Ottoman, occupées depuis 1878 par l'Autriche-Hongrie comme mandatrice des puissances rassemblées au Congrès de Berlin. La rupture entre les rivaux aspirant toutes les deux à la suprématie aux Balkans fut évitée grâce à l'intervention de l'Allemagne d'autant plus aisément que l'arrangement entre Aehrenthal et Isvolsky, conclu préalablement à l'annexion, l'avait virtuellement sanctionnée d'avance. Cet arrangement, concernant le libre passage du Bosphore, ne put se réaliser à cause de l'opposition de l'Angleterre, et la blessure faite à l'amour-propre de la Russie resta ouverte et fut de nouveau froissée par les événements de Sérajevo et l'attitude provocante de l'Autriche.

L'Allemagne, soutenant son alliée, ne montra pas assez d'égards pour la susceptibilité russe, croyant que la solidarité des intérêts monarchiques ainsi que les dispositions pacifiques de l'empereur Nicolas II l'emporteraient sur les forces qui poussaient à la guerre. Ce calcul ne fut pas justifié par les événements, la guerre éclata, bien que contre le gré de Guillaume II, qui n'y pouvait rien gagner en risquant tout.

* * *

Et maintenant, après 18 mois de carnage, quel est le motif qu'on donne pour justifier l'obstination avec laquelle on décline même de parler de paix, même d'y penser avant une victoire décisive.

Quel est maintenant le but idéal qu'on poursuit ? Il y a un but commun que toutes les puissances belligérantes professent, c'est une paix durable. On veut les garanties pour que ces horreurs ne puissent se répéter.

C'est le but commun. Si les hommes étaient des êtres raisonnables, ils devraient, ayant un but commun, se réunir et s'entendre sur la manière la plus sûre, la plus efficace et la plus prompte pour y arriver. Mais on est atteint de la « psychose des belligérants ». On ne veut pas s'entendre, on veut vaincre à tout prix, et quel prix !

Chaque parti présume qu'il connaît le moyen d'assurer une paix durable. L'Allemagne, en déclarant qu'elle est prête à causer, ne dit pas quel est son moyen d'arriver, mais sans être dans les secrets de la Wilhelmstrasse on peut se former une idée des conditions qu'elle considère comme essentielles pour une paix durable. Elle voudrait, comme minimum, le maintien du *statu quo ante bellum* en Europe ; de belles colonies en Afrique et des points d'appui et de ravitaillement pour ses navires de guerre et de commerce dispersés un peu partout ; la liberté de toutes les mers garantie ; la porte ouverte dans toutes les colonies et les droits de nation favorisée accordée dans tous les pays. Elle parle, par la bouche de M. Helfferich, d'indemnité de guerre, mais je suppose que c'est plutôt pour faire plaisir à ses auditeurs du Reichstag, que pour effrayer ses adversaires.

L'Autriche-Hongrie se tait. Elle sera bien heureuse de sortir saine et sauve de cette aventure, et, le cas échéant, elle pourrait bien céder, par-ci par-là, quelques parties de son territoire réclamées par des voisins. Comme c'est son alliée qui l'aura sauvée de la ruine, c'est bien elle qui

aura la parole décisive — pourvu que les puissances du centre restent victorieuses.

Mais l'Entente ? Outre le but commun, la paix durable, chacun des Etats alliés a ses propres intérêts à satisfaire. Pour le but commun il n'y a qu'un moyen déclaré comme efficace : la destruction du « militarisme prussien ». On n'admet pas de doute là-dessus, mais comment s'y prendre ? Abolir la conscription dans les contrées de langue allemande et la retenir dans les autres ? Croit-on réellement que par un démembrement de la Prusse, qui a inculqué ce militarisme au reste de l'Allemagne, on puisse changer les mœurs et les aspirations de ces 70 millions d'hommes ? Veut-on, par la continuation de la guerre, faire l'éducation du peuple allemand barbare ? Veut-on les forcer à détruire leurs forteresses, dont on n'a pas encore pris une seule et leur défendre de s'armer ? En cas de victoire décisive, on peut, sans se mettre en opposition trop évidente avec ses propres principes, rendre l'Alsace-Lorraine à la France en y ajoutant, pour des raisons stratégiques, la partie de l'Allemagne au delà du Rhin ; on peut restituer au Danemark la partie septentrionale du Sleswig, dont les habitants sont de nationalité danoise ; on peut enfin ajouter la partie de la Prusse habitée par des Polonais au royaume de Pologne ressuscité sous le protectorat de la Russie. Mais tous ces changements, pourvu qu'on aille le pouvoir de les exiger, ne changeront rien d'essentiel. En débarrassant l'Allemagne d'éléments qui lui sont étrangers, même hostiles, on n'aura qu'affaibli quelque peu sa position militaire en la fortifiant moralement pour l'avenir. La liquidation de l'Autriche-Hongrie présenterait moins de difficultés insurmontables, mais, en donnant l'autonomie à toutes ses parties constituantes, on ne les attachera pas à l'Entente. Les pays dont les populations sont de nationalité allemande ou magyare ne cesseront pas de graviter vers l'alliée de cette guerre inouïable. Les Polonais de Galicie, dépourvus de leur position dominante au profit des ruthènes protégés par la Russie, seront un élément très influent dans la nouvelle Pologne par leur richesse et leur culture et cet élément ne sera certes pas favorable à l'Entente.

En somme, en imposant à un grand peuple une position internationale qui ne correspond pas à sa force réelle on agit contre la nature et l'on ne produit qu'un malaise général menant à une nouvelle explosion.

Le « programme minimum » élaboré à La Haye dans un esprit si large et si conciliant, accepté par toutes les réunions pacifistes subséquentes, est retenu comme point de départ pour la Conférence internationale de Berne. Les gouvernants et la presse des pays belligérants font mine de trouver toutes ces assemblées risibles et traitent tout ce monde qui parle de paix, — tandis qu'ils veulent se battre, — de fantasques et d'idéologues ; néanmoins ils savent bien qu'un jour ou l'autre ils seront forcés de tenir compte de ce travail préparatoire qui n'exprime que les idées très simples, partagées de tous les Européens en état normal d'esprit et d'âme.

Si l'on tâche de couvrir le mouvement pacifiste de ridicule, c'est par crainte qu'il ne gagne la partie de l'humanité atteinte de « psychose des belligérants », cette épidémie contagieuse qui, à l'envers des autres épidémies, est protégée par un cordon de quarantaine politique, pour empêcher qu'on en guérisse.

Mais son virus perd de force et les idées pénètrent malgré toutes les entraves de censure et de terrorisme quasi patriotique.

Dans ce programme minimum le problème nationaliste trouve sa solution la plus simple et la seule efficace : la demande que dans tous les pays tous les citoyens jouissent de la pleine liberté de professer la religion qui leur plaît et de parler la langue qu'ils préfèrent.

L'unité de religion et de nationalité de toute la nation sont une source de solidité pour l'Etat, mais uniquement si cette unité n'est pas apparente, forcée, mais réelle.

Jadis le pouvoir de l'Etat pouvait combattre, avec succès, les confessions qu'il ne voulait pas tolérer sur son territoire. Le protestantisme a été détruit en Bohême et en Espagne, le catholicisme dans les contrées du nord ; mais cela fut achevé par le feu et le glaive, par un fanatisme borné mais sincère. Ce fanatisme n'existe plus en Eu-

rope, au moins pas dans les couches instruites, qui sont les couches gouvernantes. On peut créer des entraves plus ou moins gênantes à la propagation de certaines doctrines ; on peut amoindrir les droits civiques des adhérents de certaines Eglises ou sectes ; on peut empêcher l'usage de certaines langues dans les écoles et dans les lieux publics. Mais, même dans les pays les plus arriérés et les plus despotiques de l'Europe, on ne peut, par de pareils moyens, ni affaiblir l'influence de ces Eglises et de ces sectes persécutées, ni déraciner l'attachement à sa propre nationalité, héritage des ancêtres, des cœurs qui la tiennent.

L'expérience prouve, à ne pas en douter, que le résultat de toutes ces persécutions et de ces vexations est juste le contraire de ce que l'on voulait atteindre.

En Europe, il y a deux grandes puissances dans lesquelles cette expérience a été faite avec le résultat négatif indiqué plus haut, la Prusse et la Russie. En Russie, les lois ont été plus rigoureuses, et leur application moins stricte qu'en Prusse, mais l'effet fut le même ; au lieu de rapprocher les minorités persécutées à la nationalité dominante, elles en ont été aliénées ; l'Etat, au lieu d'être fortifié par cette politique nationaliste, en a été affaibli.

L'effet contraire se peut observer dans la Grande-Bretagne, peu scrupuleuse dans sa politique extérieure, mais modèle de sagesse dans sa politique intérieure. Elle ne touche pas à la langue française des habitants des Iles Normandes et du Canada, ni au gaélique du pays de Galles, ni au hollandais des Boers et certes elle n'a pas à s'en plaindre. La politique libérale à l'intérieur est même la source principale de l'ascendant de la Grande-Bretagne à l'extérieur ; c'est elle qui lui attire la sympathie des peuples et lui permet d'en profiter avec habileté.

La plaie toujours ouverte au corps de la Grande-Bretagne, la question irlandaise, est la suite fatale d'une politique de fanatisme religieux des temps passés, qui n'a pas encore pu être entièrement guérie par les réparations faites depuis quarante ans d'efforts.

C'est la crainte du séparatisme politique comme suite d'un séparatisme nationaliste qui pousse des hommes d'Etat éminents à commettre la faute grave de vouloir accélérer par la contrainte le procès d'assimilation des minorités avec la nationalité dominante, au lieu de la laisser se produire par l'évolution naturelle. Les liens nombreux qui rattachent les concitoyens d'un même Etat se fortifient d'eux-mêmes sous l'action du temps, si l'on n'y met pas des entraves en froissant les sentiments des minorités. Par l'oppression on peut s'aliéner des éléments d'une loyauté sûre et éprouvée, mais on ne gagne rien. Il faut ou exterminer les minorités ou les traiter avec bienveillance. Tout cela sont des vérités qui paraissent si simples et qui, néanmoins, ont été bien négligées. Cette guerre, en exigeant des sacrifices et des efforts inouïs, a démontré, à ne pas s'y méprendre, que le nationalisme se manifestant en persécution des minorités par la majorité est une source de faiblesse pour l'Etat qui en est failli, tandis que le même principe peut vivifier le peuple entier si chaque nationalité, faisant une partie intégrale de la nation, jouit de la plénitude de ses droits.

On a vu des Etats où la nécessité de resserrer le lien moral entre les sujets a forcé le gouvernement à relâcher les liens policiers. Mais il y a eu aussi des exemples de politique opposés. Sous l'influence néfaste de l'idée d'une lutte de race, on a vu des persécutions brutales perpétrées contre des citoyens paisibles et loyaux.

Dans cette guerre, toutes les actions prennent des dimensions gigantesques et leurs efforts bien-faisants ou néfastes se font sentir avec une force éloquent.

L'expérience actuelle prouve que le nationalisme, comme force politique, perd sa raison d'être dans les pays où il n'est pas appliqué par contrainte ; que la tolérance dans le domaine des croyances et des sentiments est non seulement la politique la plus juste mais aussi la plus avantageuse. Le nationalisme peut devenir un principe constructif ou destructif, selon son application dans un sens ou dans un autre.

Editeur responsable et imprimeur : Fr. Ruedi.